

**The National
Newsletter of
Environment
Canada**

volume 2
number 1
March 1993

**Le bulletin
national
d'Environnement
Canada**

volume 2
numéro 1
mars 1993

Environment Canada in Transition

Regional Integration Effort Takes Shape

We've heard a lot lately about regional integration, but what is really happening?

An integration pilot project, launched in Quebec in January, is under way to improve the delivery of services to our clients, streamline the way we work, and test the practicalities of having EC's Services report to one regional director general. A Western Boundaries Project has also been launched. It seeks to align the department's regional boundaries west of Ontario and in the Territories.

The Quebec pilot is headed by RDG Jean-Pierre Gauthier and a nine-person regional management team. Members of the team chair 12 working groups formed to examine how best to achieve integration in the Quebec region. Recommendations will be presented at the DOE senior management retreat in July.

"The unique thing about our team is that its members represent and speak for the whole department in the Quebec region," says Jean-Pierre. "That should help us to manage environmental issues in the province in an integrated manner."

At a national Citizenship symposium in January, the Deputy Minister acknowledged the department's progress in bringing its programs and processes in line with the policy framework of the Green Plan. But he also stressed that an integrated department is essential to achieving our vision of sustainable development, because this vision requires us to view our work from a broad perspective.

"We have begun to develop an ecosystem approach to managing environmental

issues and to think Citizenship in our dealings with our clients and our partners," says Len Good.

"This means tailoring products and services to the needs of our clients and providing easy access to one DOE."

Consultations held with EC managers across the country have identified a number of concerns, among them the need to re-examine HQ's roles and responsibilities and a desire for flexibility in adapting the pilot's results to accommodate regional differences.

"We are very sensitive to the impact of regional integration on people — not only in terms of job security, but also in terms of job quality," says Jean-Pierre. "The principles of integration are well in keeping with the Operating Principles in the department's Vision Framework."

Building on Our Strengths

"I know that when I returned to the department after my interchange assignment it was not the same department I had left two years before," said Vic Shantora, RDG, C&P, Ontario. "We could never have embarked upon an exercise like regional integration then," added Jean-Pierre Gauthier.

Environment Canada today is strikingly different than the department of even a few years ago. This is what Transition in EC has been all about.

Development of the Green Plan has made us recognize the need to do business in new ways, to work as one department, to cross over Service lines and regional boundaries and truly work together toward shared goals. And during the consultations on the Green Plan, Canadians told us not only that they wanted to be involved in finding solutions to environmental problems, but that they had already begun



High school student Tasha Funk extracts a sparrow from a mist net as part of the Career Mentoring Program for Women in Science (see story on page 3).

L'élève du secondaire Tasha Funk retire un moineau d'un filet japonais, dans le cadre du Programme de mentorat professionnel pour les femmes en sciences (article en page 3).

Environnement Canada en transition

L'intégration régionale prend forme

Dernièrement, il a souvent été question de l'intégration régionale, mais qu'en est-il vraiment ?

En janvier, on lançait un projet-pilote d'intégration, au Québec, pour améliorer la prestation des services aux clients, rationaliser les méthodes de travail et vérifier l'opportunité de faire relever les services d'EC d'un seul directeur général régional. Un autre projet, le Western Boundaries project, vise à délimiter les régions administratives du ministère à l'ouest de l'Ontario et dans les territoires.

Le projet du Québec relève de Jean-Pierre Gauthier, DGR, et d'une équipe régionale composée de neuf personnes. Les membres de cette équipe dirigent douze groupes de travail chargés d'examiner la façon de concrétiser l'intégration au Québec. Des recommandations seront

présentées aux gestionnaires lors de leur retraite en juillet.

« Les membres de notre équipe se font maintenant les porte-parole de l'ensemble du ministère dans la région du Québec », nous apprend Jean-Pierre. « Ce changement est de nature à nous aider à gérer les dossiers environnementaux de la province d'une manière intégrée. »

À un symposium national sur l'écocivisme tenu en janvier, le sous-ministre Len Good a reconnu que le ministère était en voie d'orienter davantage ses programmes et processus en fonction du Plan vert. Il a souligné toutefois que notre vision du développement durable suppose un ministère intégré, car seuls des efforts axés sur une perspective d'ensemble nous permettront d'atteindre cet objectif.

« Nous commençons à adopter une approche écosystémique à la gestion de l'environnement et à préconiser l'écocivisme dans nos rapports avec nos

continued

suite

Women in Science/ Les femmes en sciences	page 3
Editorial/Éditorial	page 4
Science Forum/ Forum sur les sciences	page 6
A Day in the Life/ Une journée de	page 9
DOE People/ Nos gens	page 12

clients et nos partenaires », affirme le sous-ministre. « Nous devons donc adapter nos produits et services à leurs besoins et leur faciliter l'accès au ministère. »

Les consultations menées auprès des gestionnaires d'EC partout au pays ont fait ressortir un certain nombre d'inquiétudes, dont la nécessité de réexaminer les rôles et les responsabilités de l'administration centrale et le besoin d'adapter le projet-pilote aux particularités régionales.

Les principes de l'intégration sont tout à fait conformes aux principes de gestion énoncés dans la vision du ministère.

« Nous sommes sensibilisés aux incidences de l'intégration régionale sur nos gens non seulement sur le plan de la sécurité d'emploi, mais aussi en ce qui concerne la qualité de vie au travail », explique Jean-Pierre. « Les principes de l'intégration sont tout à fait conformes aux principes de gestion énoncés dans la vision du ministère. »

Une base solide

« Après deux ans d'affectation, j'ai immédiatement constaté que d'énormes changements s'étaient opérés au ministère », nous apprend Vic Shantora, DGR, C et P, Ontario. « Un projet-pilote d'intégration régionale aurait été impensable à un autre moment », ajoute Jean-Pierre Gauthier.

Grâce à la transition, Environnement Canada est aujourd'hui un tout autre ministère.

Le Plan vert nous a amenés à changer notre approche, à travailler ensemble, à éliminer les démarcations entre services et régions et à collaborer à la concrétisation de buts communs. Pendant les consultations sur le Plan vert, les Canadiens nous ont dit vouloir participer à la recherche de solutions aux problèmes. Ils avaient d'ailleurs déjà commencé dans leur propre milieu. Outre des mesures concrètes de dépollution, de conservation et de protection de l'environnement, ils attendaient de nous renseignements, éducation et partenariats pour réaliser le Plan vert.

Le rôle du Canada au Sommet de la terre, en juin dernier, est révélateur de la nouvelle culture de gestion qui a vu le jour au ministère depuis le lancement du Plan vert. La délégation canadienne, sous la direction du ministre, a réussi à concilier les intérêts des divers intervenants avec transparence, exhaustivité et clarté, tout en tenant compte du désir des Canadiens de participer et d'être informés.

Dans le rapport sur la transition (2^e année), qui circule en ce moment, il est question des idées et des comportements qui ont donné forme à cette nouvelle culture, ainsi que des expériences et des réussites qui y ont contribué. Le rapport aborde aussi les défis que le ministère a dû relever : un public de plus en plus préoccupé et de plus en plus actif; les engagements, les cibles et les calendriers du Plan vert; et l'objectif du développement durable. Le rapport décrit comment le ministère a réussi à accroître

sa capacité opérationnelle depuis deux ans et les résultats qu'il a obtenus : depuis la mise en place d'un processus élargi et intégré de prise de décisions par la haute direction jusqu'à l'engagement ferme du ministère d'appuyer et d'habiliter son personnel. Il souligne également que le rendement opérationnel du ministère ne cesse de s'améliorer.

Vic Shantora n'est pas le seul à reconnaître qu'EC n'est plus une vague association de services aux visions et aux cultures différentes réunis autour d'un intérêt commun pour l'environnement. Le ministère tend vers une plus grande intégration. Il possède une culture commune et se donne pour mission et vision d'aider les Canadiens à prendre des décisions écologiques.

Voici, d'après le rapport sur la transition, les caractéristiques de cette nouvelle culture :

- orientée vers les résultats et la responsabilisation en plus d'être centrée sur un processus décisionnel transparent et exhaustif; et
- modulée par trois convictions ou perspectives différentes : la perspective civique – habiliter les Canadiens à comprendre et à assumer leurs responsabilités à l'égard de la durabilité de l'environnement; la perspective écosystémique – élargir notre vision du monde et reconnaître l'interdépendance des écosystèmes; et l'amélioration de notre rendement – tirer des leçons de nos réussites et de nos échecs, de même que de ceux de nos partenaires.

Cette nouvelle culture exerce une influence indéniable sur notre comportement. Notamment, le plan d'action du fleuve Fraser ou encore la planification de la gestion du canal Rideau favorisent la participation des collectivités à la prise de décisions judicieuses. Parallèlement, l'initiative de l'écocivisme vise à l'engagement, à l'éducation et à l'appui de groupes et de particuliers désireux, d'un accord général, de prendre des mesures écologiques dans leur milieu.

Le ministère aura atteint sa pleine mesure lorsque nous aurons touché le cœur et l'intelligence de tous les Canadiens.

Le rapport explique enfin comment le ministère entend maintenir sa vitesse de croisière en planifiant ses programmes d'une façon plus stratégique et en mettant son influence au service du développement durable.

Le rapport sur la transition décrit en fait nos réalisations des deux dernières années. Le sous-ministre précise, cependant, que le véritable succès de la transition dépendra de l'apport de chacun de nous.

« Le ministère aura atteint sa pleine mesure, affirme-t-il, lorsque nous aurons touché le cœur et l'intelligence de tous les Canadiens. C'est pourquoi nous devons comprendre et partager notre vision du développement durable et conjuguer nos efforts en vue de sa réalisation. »

to take action in their own communities. What they wanted from us, aside from concrete actions for clean-up, conservation and environmental protection, was information, education and opportunities to partner with us in making the Green Plan real.

A new management culture has emerged in the department since the launch of the Green Plan.

Canada's leadership at the Earth Summit last June is indicative of a new management culture that has emerged in the department since the launch of the Green Plan. Led by the Minister, the Canadian delegation reconciled the interests of stakeholders in an open, transparent, inclusive way that was responsive to the needs of Canadians to be informed and involved.

The Year Two report on Transition, which is currently circulating for comment, examines some of the ideas and behaviours that are shaping this new culture, and the departmental experiences and successes upon which they are based.

The report discusses the challenges the department has had to meet: an increasingly concerned and environmentally active public; our Green Plan commitments with their targets and timetables; and the national goal of sustainable development. The report describes how the department moved two years ago to enhance its operational capacity and the results we have achieved: ranging from more open and integrated senior management decision-making to the increasingly real commitment by the department to support and empower its staff. And it describes the department's continuing progress in enhancing its operational performance.

Like Vic Shantora, more people recognize that Environment Canada is evolving from a loose association of Services with several different visions and cultures grouped around a general concern for the environment, into an increasingly integrated department with a shared culture, a leadership mission and a vision of helping Canadians make better-informed decisions concerning the environment.

According to the report, the new culture is:

- characterized by a focus on results and accountabilities, and on inclusive and transparent decision-making; and

- shaped by three fundamental beliefs or perspectives: a citizenship perspective, which recognizes that our overriding purpose is to enable Canadians to understand and exercise their shared responsibility for a sustainable environment; an ecosystems perspective, which recognizes that we need to adopt a view of the world that acknowledges interconnections in the way ecosystems work; and the recognition that in order to improve our performance we need to learn from the results we and our partners achieve.

The real success of transition in the department will depend upon the continued support and involvement of everyone.

Evidence of how this new culture is beginning to shape our behaviour is present everywhere, in programs such as the Fraser River Action Plan and the Rideau Canal Management Planning process; all seek to engage communities in better decision-making. Similarly, the Environmental Citizenship Initiative is

aimed at involving, educating and supporting groups and individuals in consensus- and community-based environmental action.

Finally, the report sets out an operational agenda designed to maintain Transition's momentum — both in building the department's ability to deliver programs more strategically and in contributing its leadership to the achievement of sustainable development.

The Deputy Minister commented that while the Transition Year Two report may present our record of achievements over the past two years, the real success of transition in the department will depend upon the continued support and involvement of everyone.

"Attaining our full potential as a department will depend very much on our ability to touch the hearts and minds of Canadians," he said. "To do that, we must understand and share our sustainable development vision, and work together to achieve it."

Balancing Work and Family

Roch Davidson

As the work force becomes more and more diverse, so too do the family-related needs of employees. The dilemma facing working parents is the conflict between the demands of the workplace and the demands of the family; the solution does not rest in forsaking one for the other, but rather in achieving a balance between the two.

A recent study by several Ontario universities concluded that the schedule and location of work time may be more important to achieving this delicate balance than the actual number of hours worked. Consequently, more and more people are considering alternative work arrangements, such as flextime, compressed work weeks, part-time work, job sharing, or self-funded leave.

In an effort to better balance the demands of the workplace with the personal responsibilities of its employees, EC has recently adopted a Telework Pilot Policy, which enables some employees to spend a portion of their regular working hours working at home. This arrangement provides workers with greater control over their time, and allows them to select the most efficient work locale according to the task to be performed, the demands of family members, and the scheduling of leisure activities.

"This can reduce commuting costs, improve the quality and quantity of work produced, and enhance the employee's ability to manage his or her work/family relationship," says Louise Morin-Girouard, Chief of Staff Relations. "However, Telework is not a cure-all — it requires a certain combination of circumstances and personal characteristics to work well."

Telework arrangements are most appropriate for work that is performed independently, without face-to-face interaction or the use of special machinery. The Teleworker must be self-motivated, must possess good organizational skills, and must require only minimal supervision. The manager overseeing such an arrangement must set clear goals and results-oriented objectives for each assignment.

Information: Roch Davidson, (819) 953-7028.

Comment harmoniser vie professionnelle et vie familiale

Roch Davidson

La population active devient de moins en moins homogène. Il en va de même des besoins des employés. Les parents au travail sont constamment tiraillés entre les exigences de leur emploi et celles de leur

Career Mentoring for Women in Science

Concerns over future human resource needs and job opportunities for women prompted the National Hydrology Research Centre (NHRC) in Saskatoon and the Saskatoon Business and Professional Women's Club to create a career mentoring program designed to attract more women into the field of science.

"Studies indicate that fewer than ten percent of science students at the PhD level are women," says program organizer Dr. Patricia Chambers, an aquatic scientist with NHRC. "We want to encourage women to consider careers in the sciences, so we'll be able to fulfill our science and technology needs in the future."

Initiated in 1991, the Career Mentoring for Women in Science program has provided some 200 young women in Grades 11 and 12 with an inside look at the world of science by matching them with female mentors in the fields of their choice. Mentors, who are volunteers from local industries, research facilities, universities and government departments, are specialists in everything from engineering to archaeology, and include scientists and technicians from both NHRC and the Canadian Wildlife Service.

Students and mentors spend at least one day together — often touring the mentor's workplace or doing field work. Students have had the opportunity to band birds, take soil and water samples, participate in an archaeological dig, visit oil wells, and examine the use of x-ray technology in medical research.

"Many of the mentors and students who have been involved say it was a wonderful experience," says Patricia. "Some still keep in touch one or two years after they first met."

Additional funding and administrative support for the program has come from several sources — including NHRC, Saskatchewan Economic Diversification and Trade, Saskatchewan Research Council and local industries. The Career

Mentoring program's latest project is to put together a directory of science careers for local high schools to describe the many opportunities open to students after graduation.

"One of the biggest problems is that students have no idea of the range and

variety of science careers open to them," says Patricia. "As an eye-opener, the program has been very successful."

Information: Patricia Chambers, (306) 975-5592.

Le mentorat professionnel pour les femmes en sciences

Le souci des besoins en ressources humaines et des débouchés futurs pour les femmes a amené l'Institut national de recherche en hydrologie (INRH) de Saskatoon et le Saskatoon Business and Professional Women's Club à créer un programme de mentorat professionnel pour attirer plus de femmes dans les sciences.

« Des études révèlent que, au niveau du doctorat, moins de 10 p. 100 des étudiants en sciences sont des femmes »,

jumelant à des mentors féminins dans les disciplines de leur choix. Bénévoles d'entreprises, de centres de recherches, d'universités et de ministères, les mentors sont des spécialistes dans des domaines aussi variés que l'ingénierie et l'archéologie. Parmi elles se trouvent des scientifiques et des techniciennes de l'INRH et du SCF.

Étudiantes et mentors passent au moins une journée ensemble — souvent dans le lieu de travail du mentor ou sur le terrain. Des étudiantes ont eu l'occasion de bague des oiseaux, de prélever des échantillons de sol et d'eau, de participer à des fouilles archéologiques, de visiter des puits de pétrole et d'examiner l'utilité de la radiographie en recherche médicale.

« Elles sont nombreuses à dire que l'expérience a été merveilleuse », affirme Patricia. « Certaines gardent encore contact. »

Le financement supplémentaire et le soutien administratif pour le programme sont venus de plusieurs sources, dont

l'INRH, Diversification économique et commerce de la Saskatchewan, le Conseil de recherches de la Saskatchewan et des entreprises locales. Le plus récent projet consiste à dresser, pour les écoles secondaires locales, un répertoire des carrières scientifiques décrivant les nombreux débouchés qui s'offrent aux finissantes.

« Elles n'ont souvent aucune idée de l'éventail et de la diversité des carrières scientifiques qui existent », ajoute Patricia. « Ne serait-ce que pour leur ouvrir les yeux, le programme est un franc succès. »

Renseignements : Patricia Chambers, (306) 975-5592.



High school students paired with mentors from CWS in Saskatoon spend an afternoon at the St. Denis Wildlife Reserve checking and banding birds.

Des élèves du secondaire jumelées à des mentors du SCF, à Saskatoon, passent un après-midi à la réserve faunique St. Denis à contrôler et à baguer des oiseaux.

confie l'organisatrice du programme, Patricia Chambers, spécialiste des eaux à l'INRH. « Nous voulons encourager les femmes à penser à des carrières scientifiques pour combler les besoins de l'avenir en sciences et en technologie. »

Lancé en 1991, le programme a permis d'initier au monde des sciences quelque 200 jeunes des 11^e et 12^e années, en les

travailler un certain nombre d'heures à la maison. Ils exercent davantage de contrôle sur leur horaire et peuvent déterminer s'il est préférable de travailler au bureau ou à la maison compte tenu des tâches à effectuer, des besoins de leur famille et de leurs loisirs.

« Le télétravail permet de réduire les coûts de transport et d'améliorer le rendement, tant en qualité qu'en quantité, en plus d'aider les employés à harmoniser vie professionnelle et vie familiale », indique Louise Morin-Girouard, chef des Relations de travail. « Le télétravail ne constitue cependant pas une panacée — certaines conditions particulières doivent être réunies pour que ça marche. »

travailler un certain nombre d'heures à la maison. Ils exercent davantage de contrôle sur leur horaire et peuvent déterminer s'il est préférable de travailler au bureau ou à la maison compte tenu des tâches à effectuer, des besoins de leur famille et de leurs loisirs.

travailler un certain nombre d'heures à la maison. Ils exercent davantage de contrôle sur leur horaire et peuvent déterminer s'il est préférable de travailler au bureau ou à la maison compte tenu des tâches à effectuer, des besoins de leur famille et de leurs loisirs.

« Le télétravail permet de réduire les coûts de transport et d'améliorer le rendement, tant en qualité qu'en quantité, en plus d'aider les employés à harmoniser vie professionnelle et vie familiale », indique Louise Morin-Girouard, chef des Relations de travail. « Le télétravail ne constitue cependant pas une panacée — certaines conditions particulières doivent être réunies pour que ça marche. »

Ainsi, ce régime convient davantage aux employés qui travaillent seuls, qui n'ont pas d'interactions avec d'autres et qui n'utilisent pas d'équipement spécial. Il faut de la motivation, un bon sens de l'organisation et la capacité de travailler avec un minimum de supervision. Le gestionnaire responsable doit, pour sa part, établir des objectifs clairs et axés sur les résultats pour chaque tâche à accomplir.

Renseignements : Roch Davidson, (819) 953-7028.

The Editorial Corner

Editorial

SPREADING THE WORD: Environmental Citizenship Messages

Christine Hogan, Guest Editor

As everyone is aware, environmental citizenship is about all Canadians taking part in the effort to maintain a safe and healthy environment, and our role in helping them do so.

In order to help achieve this goal, AES has developed the Environmental Citizenship Messages Program (ECMP). Launched on February 22, it is aimed at putting the department in touch with the public on a day-to-day basis, and instilling the principles of environmental citizenship in Canadians.

The ECMP, which is delivered by the AES weather services network and other key disseminators of weather information, provides media across Canada with a different, brief message each day. Messages will also be available on Weatheradio. The broadcasting arm of Canadian Press has agreed to participate actively in the program, and Weather Network/MétéoMédia has also expressed interest. Through these and other partnerships, the program has the potential to reach a vast audience.

The messages are short and simple. Some provide information on an important environmental issue, while others suggest specific actions that Canadians can take on behalf of the environment. During its first six months, the program will focus on four themes targeted by the Environmental Citizenship Initiative's Learning Program: atmospheric change, water conservation, spaces and species, and waste reduction.

The contributions made by EC staff across Canada have been of inestimable value in helping get this program under way. We hope that the EC Messages Program will motivate Canadians to learn more about the environment and to take part in responsible environmental actions.

For more information, please contact me at (613) 943-1534 or Andrée Mongeon at (613) 947-1906.

Le coin de la rédaction

Éditorial

QU'ON SE LE DISE : les messages d'écocivisme

Christine Hogan, collaboration spéciale

L'écocivisme consiste essentiellement dans la participation de tous les Canadiens aux efforts en vue d'assurer un environnement sûr et sain, et notre rôle est de les y aider.

À cette fin, le SEA a élaboré le Programme des messages d'écocivisme (PME). Lancé le 22 février, le PME vise à mettre le ministère en contact quotidien avec les Canadiens et à leur inculquer les principes de l'écocivisme.

Exécuté par les soins du réseau des services météorologiques du SEA et d'autres importants diffuseurs d'information météorologique, le PME fournit tous les jours un court message aux médias du Canada. Ces messages peuvent aussi être captés par Radiométéo. Le volet « radiotélévision » de la Presse canadienne a accepté de s'associer au programme, et Weather Network/MétéoMédia s'est également dit intéressé. Grâce à ces partenariats, notamment, le PME aura sans doute un vaste auditoire.

Les messages sont brefs et simples. Certains renseignent sur un enjeu environnemental, tandis que d'autres proposent des gestes concrets à poser pour protéger l'environnement. Au cours des six premiers mois, le PME privilégiera quatre thèmes du Programme de sensibilisation de l'Initiative de l'écocivisme : les changements atmosphériques, les économies d'eau, les espaces et les espèces, ainsi que la réduction des déchets.

L'apport d'employés d'EC de tout le Canada nous a été des plus précieux. Nous espérons que le PME incitera les Canadiens à davantage s'intéresser à l'environnement et à agir en citoyens responsables.

Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec moi, au (613) 943-1534, ou avec Andrée Mongeon, au (613) 947-1906.

A Sample Environmental Citizenship Message

Do your part and turn it down! Turning the heat down at night saves energy and helps slow global warming. An environmental citizenship message from Environment Canada.



Environmental Citizenship Écocivisme

Un message d'écocivisme

Faites votre part et baissez le chauffage ! En baissant le chauffage la nuit, vous économisez de l'énergie et contribuez au ralentissement du réchauffement de la planète. Un message d'écocivisme d'Environnement Canada.

A Word from the Editor

WE WANT YOU!

If you've ever dreamed of seeing your name in lights, we may be able to offer you the next best thing... your name in the next issue of *Envirocom*!

We are previewing what we hope will become a regular feature on this page — the Editorial — where you can express your opinions and share your thoughts with us on topics of interest, or tell readers any information or success story that all should know of. If you would like to take the podium, please drop us a line — your editorial should be no longer than 1.5 pages, double-spaced.

Are you in an interesting line of work that would make a good story for A Day in the Life? (see page 9 for this month's exciting feature). Do you know someone who is? We welcome story ideas or (better yet) articles for this regular feature on the many fascinating jobs held by EC employees.

And don't forget, we are always looking for outstanding examples of environmental citizenship at the office for The Green Gauntlet (featured on page 11). Let us know how you're making a difference — in one page (double-spaced) or less.

Contributors' Guidelines

All submissions to *Envirocom* must be received at least two months in advance of the publishing date. The next issue will be published in May. Please keep in mind that the maximum length for feature articles is two pages, double-spaced. Photographs or slides of EC employees in action are more than welcome!

Mot de la rédaction

NOUS VOULONS DE VOS NOUVELLES !

Avez-vous jamais rêvé de vous retrouver sous les feux de l'actualité ? Faut de mieux, vous pourriez voir votre nom dans le prochain numéro d'*Envirocom* !

Nous mettons à l'essai, dans cette page, ce qui pourrait devenir la rubrique « éditorial », un endroit où exprimer vos opinions et vos réflexions sur des thèmes d'intérêt, ou encore partager avec nos lecteurs toute nouvelle ou histoire à succès dont ils doivent être au courant. Si vous voulez prendre la parole, faites-le-nous savoir dans un article de moins d'une page et demie (à double interligne).

Exercez-vous un métier qui ferait un bon article dans « une journée de... » (page 9 de la rubrique passionnante de ce mois-ci) ? Connaissez-vous quelqu'un qui a cette chance ? Nous attendons vos suggestions ou, mieux encore, vos articles sur les nombreux postes fascinants au ministère.

N'oubliez pas que, pour « le gant vert est jeté » (page 11), nous sommes toujours en quête de beaux gestes écociviques au bureau. Dites-nous comment vous faites avancer les choses, en une page (à double interligne) ou moins.

Directives pour les collaborateurs

Tous les textes doivent parvenir à *Envirocom* au moins deux mois avant la date de publication. Le prochain numéro paraîtra en mai. Veuillez prendre note que la longueur maximale des articles vedettes est de deux pages, à double interligne. N'hésitez pas à nous envoyer des photographies et des diapositives de collègues à l'œuvre !

Quoi de neuf au sujet du groupe GE ?

Claude Monfils

Ces derniers mois, vous avez probablement entendu parler de la conversion au groupe des services généraux (GE). Cette vaste initiative de FP 2000 vise à simplifier le système de classification des postes et intéresse les agents des ressources humaines, les gestionnaires et la plupart des employés d'EC.

Dans un premier temps, seize groupes seront fusionnés en deux : les services généraux et l'exploitation. La nouvelle structure aura pour avantage de décloisonner les groupes et, par conséquent, d'accroître la mobilité des employés et de simplifier la dotation.

Le ministère a déjà évalué 25 p. 100 de ses futurs postes GE et en a présenté les résultats au Secrétariat du Conseil du Trésor (SCT). Le SCT fera des analyses statistiques de cet échantillon et de tous les autres échantillons fournis par les ministères, pour déterminer la pondération des degrés de chacun des seize éléments de la norme générale de classification (NGC). Une fois la pondération établie, on pourra déterminer la valeur globale du travail.

Entre-temps, le ministère continue d'examiner et d'évaluer les autres postes devant être convertis au groupe GE en vue

de les soumettre à l'application de la NGC. L'évaluation des postes GE devra être terminée à la fin de décembre. Dans le cas du nouveau groupe de l'exploitation, qui englobera le groupe des services hospitaliers (HS) et celui des services divers (GS), on vise la fin de juin.

Le SCT poursuivra ensuite ses consultations auprès des syndicats intéressés pour discuter du processus de transposition et de la période de mise en œuvre.

Soyez à l'affût de renseignements complémentaires ! N'hésitez pas à poser des questions à votre superviseur, à votre gestionnaire ou à l'un des membres du comité directeur ou du groupe de travail chargé du dossier. De plus, le groupe de travail sur la simplification de la classification de FP 2000 met une ligne INFO à votre disposition, le (613) 941-0236.

COMPOSITION DU GROUPE GE

- Services généraux (AS, CM, CR, DA, IS, OE, PM, ST, WP)
 - Finances (FI)
 - Stagiaires en gestion (MM)
 - Achat (PG)
- Ressources humaines (PE, OM)

NOUVEAUX FACTEURS (4) ET ÉLÉMENTS (16)

- | | |
|---|---|
| <p>1. Prestation de services</p> <ul style="list-style-type: none"> • interaction • incidence • effort de réflexion • exigences physiques <p>2. Soins et responsabilités</p> <ul style="list-style-type: none"> • responsabilités touchant le travail d'autres personnes • responsabilités touchant les soins à des personnes • responsabilités en matière de ressources financières | <ul style="list-style-type: none"> • responsabilités en matière de ressources techniques <p>3. Conditions de travail</p> <ul style="list-style-type: none"> • environnement • risques pour la santé <p>4. Connaissances et habiletés</p> <ul style="list-style-type: none"> • contexte • lois et règlements • théories et principes • méthodes, techniques et pratiques • communications • adresse |
|---|---|

COMITÉ DIRECTEUR

Edna Hall (SCP), coprésidente; François Pagé (F et A), coprésident; Jaan Kruss (SEA); Janet Davies (C et P); Jean-Guy Chapman (DGRH); Claude Monfils (DGRH), secrétaire.

GROUPE DE TRAVAIL

Claude Monfils (DGRH); Carmène Lévesque (F et A); Peter O'Connell (SCP); Lynn Young (C et P); Len Kozak (SEA); Andrée Morin (BFEE); Lynne Willoughby (DGRH).

What's New with the GE Conversion?

WHO IS IN THE GE GROUP

- General Services (AS, CM, CR, DA, IS, OE, PM, ST, WP)
 - Finance (FI)
 - Management Trainee (MM)
 - Purchasing (PG)
- Human Resources (PE, OM)

THE FOUR NEW FACTORS AND 16 ELEMENTS

1. Service Delivery

- interaction
- influence
- thinking challenge
- physical demands

2. Care and Responsibility

- responsibility for work of others
- responsibility for care of individuals
- responsibility for financial resources
- responsibility for technical resources

3. Working Conditions

- environment
- risk to health

4. Skills and Knowledge

- context
- acts and regulations
- theories and principles
- methods, techniques and practices
- communications
- physical dexterity

GE STEERING COMMITTEE MEMBERS

Edna Hall (CPS), co-chair; François Pagé (F&A), co-chair; Jaan Kruss (AES); Janet Davies (C&P); Jean-Guy Chapman (HRD); Claude Monfils (HRD), secretary.

GE WORKING GROUP MEMBERS

Claude Monfils (HRD), chair; Carmène Lévesque (F&A); Peter O'Connell (CPS); Lynn Young (C&P); Len Kozak (AES); Andrée Morin (FEARO); Lynne Willoughby (HRD).

Claude Monfils

In recent months, you've probably heard or read something about the General Services (GE) conversion. It's part of a huge project to simplify job classification, and involves human resources officers, managers and the bulk of EC's employees.

In the initial phase of this PS 2000 initiative, 16 existing occupational groups will be converted into two: the General Services Group and the Operational Group. This new approach removes barriers between groups, thereby increasing employees' flexibility of movement and simplifying staffing actions.

The first 25 percent of Environment Canada's General Services positions have already been rated by the department and sent to Treasury Board Secretariat (TBS). TBS will carry out statistical analyses on this sample, and on all other samples provided by government departments. The analyses will help to determine the weighting of degrees within each of the 16 elements of the new Universal Classification System (UCS). Once those weights have been set, the overall value of work performed can be determined.

Meanwhile, the department is continuing to review and rate the remaining positions that are due for conversion to the General Services Group, and will submit them for evaluation against the UCS. The target date for completing the evaluation phase of the conversion is the end of December

1993 for the new General Services Group. For the new Operational Group, which will comprise the existing Hospital Services (HS) Group and the existing — not the new — General Services (GS) Group, the target date is the end of June 1993.

Once these exercises are completed, TBS officials will continue their consultations with the various unions involved to discuss how and when the conversions will be implemented.

Keep your eyes open for further details on the conversion process! If you have questions, feel free to talk to your supervisor, your manager, or one of the service representatives on the GE steering committee or working group. To contact the PS 2000 Classification Simplification Task Force directly, call the INFO-line at (613) 941-0236.

SCIENCE MEETS POLICY AT FIRST-EVER SCIENCE FORUM

For the first time in the history of the department, some 40 members of EC's research community met with 20 departmental policy-makers and research managers last December to discuss emerging issues and future directions for scientific research.

"Science Forum I" was organized by the Office of the Science Advisor to give researchers the opportunity to influence departmental science policy. It also enabled members of the scientific community to exchange observations and

issues to concerns over complex global effects. As a result, the department and its scientific community are facing significant challenges — how to maintain the quality of our research efforts in a difficult fiscal climate; how to balance the need for issue-driven research with that for research that is fundamental to better understanding our ecosystems; how to ensure that EC has the right mix of expertise to tackle broader, more complex issues; and how to bring in young researchers when job opportunities are so few.

"Much decision- and policy-making is dependent upon the knowledge that comes from research. Integration and change are both inevitable and useful for



Steve Hrudey (left), of the University of Alberta, joins research scientist Trevor Reynoldson and Ralph Daley, Executive Director of NWRI, at the first-ever Science Forum.

Steve Hrudey (à gauche), de l'Université de l'Alberta, le chercheur scientifique Trevor Reynoldson et Ralph Daley, directeur exécutif de l'INRE, au premier forum sur les sciences.

ideas with their colleagues from other Services and regions across Canada.

"It allowed people to network way beyond their normal work contacts," says Richard Bill, a senior advisor with the OSA. "The atmospheric physicist met the historic parks conservationist over dinner and they found that they had a great deal in common: records kept by fur traders 200 years ago provide weather and climate information that is vital to developing global change trends."

EC's capabilities have evolved as the department's focus has shifted from localized and regional environmental

research," says Alex Chisholm, Science Advisor to the DM. "The Science Forum has allowed researchers to have a say in the directions for change; we expect there to be many more such events to come."

Information: Richard Bill, (819) 953-0708.

UN PREMIER FORUM SUR LES SCIENCES

Pour la première fois dans l'histoire du ministère, quelque 40 chercheurs et 20 décideurs et directeurs de recherche se rencontraient, en décembre dernier, afin de discuter des orientations futures de la recherche scientifique.

Le Bureau du conseiller scientifique (BCS) a organisé ce forum pour permettre aux chercheurs d'exprimer leur opinion sur la politique scientifique du ministère. Cette rencontre a également permis de fructueux échanges entre scientifiques de différents services et régions.

Selon Richard Bill, conseiller principal au BCS, les participants ont pu élargir leur réseau habituel. « Lors d'un repas, le physicien-atmosphériste et le spécialiste en conservation des parcs historiques ont constaté qu'ils avaient beaucoup en commun : les registres des commerçants de fourrure, d'il y a 200 ans, contiennent des renseignements sur les conditions météorologiques et climatiques de l'époque, lesquels sont essentiels pour prévoir les effets du réchauffement de la planète. »

La compétence scientifique d'EC a évolué à mesure que ses préoccupations se sont mondialisées. Le ministère et sa composante scientifique font maintenant face à de grands défis : maintenir la qualité de la recherche dans le climat économique actuel; arriver à un équilibre entre la recherche ponctuelle et la recherche fondamentale orientée vers la compréhension des écosystèmes; s'assurer que le ministère possède l'expertise nécessaire pour s'attaquer aux problèmes plus complexes; et recruter de jeunes chercheurs malgré le peu de débouchés.

« Les décisions et les politiques sont étroitement liées à la recherche. L'intégration et le changement sont à la fois inévitables et souhaitables », selon Alex Chisholm, conseiller scientifique du SM. « Grâce à ce forum, les chercheurs ont pu s'exprimer sur l'orientation du changement. Nous espérons qu'il y aura un suivi. »

Renseignements : Richard Bill, (819) 953-0708.

DES RÉSULTATS RAFRAÎCHISSANTS !

Les employés du seul laboratoire du Canada atlantique spécialisé en analyse de l'eau ont récemment terminé plus de 100 000 essais d'échantillons d'eau de boisson brute prélevés à 150 endroits. Les résultats sont rafraîchissants : dans l'ensemble, l'eau de boisson de cette région respecte ou dépasse les directives nationales.

De concert avec les ministères provinciaux de la Santé, de Santé et Bien-être social Canada et d'Agriculture Canada, le laboratoire de la Direction générale des ressources en eau (DGRE) d'EC, à Moncton, consacre énergie et expertise à ce projet depuis cinq ans. Les essais de chaque échantillon portent sur cinq différents groupes de composés, dont les principaux métaux, les nutriments et les substances organiques à l'état de traces. Dans cette dernière catégorie seulement, on a repéré 40 pesticides différents. On a aussi cherché à déterminer les ultratracés — quantités infimes mesurées en parties par trillion.

« Nous avons à déceler des centaines d'éléments dans les échantillons d'eau », déclare le gestionnaire Guy Brun. « Pour protéger cette ressource, EC doit savoir exactement ce que l'eau renferme. »

Le laboratoire dispose d'un équipement de pointe. Un nouvel auto-analyseur sert à dépister des composés comme le phosphore, le nitrite et le nitrate. Cet appareil perfectionné effectue en moyenne quelque 130 essais de 65 échantillons par heure, au lieu de 25 échantillons par heure.

Jean-Guy Blanchette analysing water samples.

Jean-Guy Blanchette analyse des échantillons d'eau.



L'auto-analyseur est aussi très utile pour les travaux de laboratoire sur le transport à distance des polluants atmosphériques, notamment ceux qui contribuent aux pluies acides. La DGRE fait des recherches en ce domaine depuis la fin des années 1970 : elle est à l'affût d'une foule de composants chimiques, comme le pH, pour aider les scientifiques à surveiller le niveau des pluies acides dans la région.

Afin que les échantillons d'eau soient analysés avec le plus d'exactitude possible, le contrôle de la qualité est privilégié.

« Toutes nos procédures d'analyse sont évaluées, et nous pouvons affirmer que nous avons toujours respecté ou dépassé les normes d'essai en laboratoire », précise Guy. « Un exploit dont nous sommes très fiers. »

Renseignements : Guy Brun, (506) 851-6606.

TESTING THE WATERS IN ATLANTIC CANADA

Staff at the only laboratory in Atlantic Canada dedicated exclusively to analyzing water quality recently completed more than 100,000 tests on raw drinking water samples from 150 sites. The results are refreshingly positive: overall, the Atlantic region's drinking water meets or exceeds national guidelines.

In partnership with provincial health departments, Health and Welfare Canada and Agriculture Canada, Environment Canada's Water Resources Directorate (WRD) lab in Moncton, New Brunswick, has spent the past five years pouring energy and expertise into the project. Each sample was tested for five different groups of compounds, among them major metals, nutrients, and trace organics. In this last category alone, lab analysts screened for 40 different pesticides. And they analyzed for ultra trace levels — amounts so incredibly small that they're measured in parts per trillion.

"It's our job to test water samples for hundreds of components," says lab manager Guy Brun. "Only by knowing exactly what's in our water can EC help protect this resource for the future."

The lab relies on state-of-the-art equipment. A new auto analyzer, used to determine compounds such as phosphorus,

nitrite and nitrate, has dramatically increased lab productivity. This high-tech machine can run some 130 tests on an average of 65 samples per hour. Previous processing techniques could handle only some 25 samples per hour.

The auto analyzer is also very useful to the lab's work on the long-range transport of airborne pollutants, particularly those that contribute to acid rain. WRD has been conducting research in this area since the late 1970s, testing for a wide range of chemical constituents, such as pH, that help scientists monitor the level of acid rain in the region.

In order to ensure that water samples are analyzed as accurately as possible, quality control at the lab is a priority.

"All of our analytical procedures are evaluated, and we're pleased to say that we have always met or exceeded the standards for laboratory testing," stresses Guy. "That's an accomplishment of which we are all very proud."

Information: Guy Brun, (506) 851-6606.

HOT OFF THE PRESS

Taking arms against toxic waste!

If you've ever wondered how a mobile rotary press for toxic industrial sludge dehydration works, or pondered over a way to keep waterfowl away from an oil-spill site, the folks in C&P, Quebec Region, may have just the information you need.

Thirty-one innovative technology development and demonstration projects aimed at helping to reduce and control the discharge of toxic wastes into the St. Lawrence River are outlined in the new publication *Technology Development and Demonstration Project Profiles*, a publication released by the St. Lawrence Centre last October.

The book, which is divided into sections on industrial wastewater, hazardous wastes, contaminated sediment and contaminated soil, contains a summary of private-sector projects under the Centre's Technology Development and Demonstration Program. The publication, which is sent to all regional DGs and NCR staff involved in technology development, will be updated twice a year.

What's green and white and read all over?

Why, *The Green Kit: Understanding Our Environment*, of course!

Designed to keep Members of Parliament and Senators on top of environmental issues and Green Plan programs, this formidable binder is destined to test the strength of many a briefcase handle.

"EC staff from across the country contributed to the wealth of information contained in the kit," says Debbie MacDonald-McGee of the Communications Directorate, whose team put the project together in conjunction with Green Plan Operations and the Corporate Policy Group. "MPs can, and want to, play an important role in promoting environmentally responsible decision-making. *The Green Kit* enables them to do just that."

The kit contains eight sections. The first three provide an overview of the Green Plan, reports on major environmental issues, and a description of regional Green Plan initiatives. The Environmental Citizenship program is detailed in section four. Householder material, enviro tip sheets, environmental indicator bulletins and an environmental program calendar are also part of the package, which is updated on a monthly basis.

Call Wes Harrison, at 953-7242, if you wish to consult *The Green Kit* or would like to receive updates.

Sortez vos ciseaux À bas la bureaucratie !

Des employés de F et A et de l'Administration centrale des ressources humaines (ACRH) ont passé le dernier exercice à supprimer de la paperasse, dans le cadre d'un programme commun visant à rationaliser les opérations et à éliminer les tâches administratives inutiles.

« À bas la bureaucratie est le précurseur de notre renouveau administratif », déclare Henry Murphy, un des quatre membres de l'équipe. « Nous réglons les petits problèmes d'abord. »

Ainsi, l'équipe examine les suggestions des employés avant de les soumettre au SMA de F et A et au DG de l'ACRH. Les personnes dont les idées sont retenues se voient décerner un prix « ciseaux rouges » et 100 \$, tandis que les groupes se partagent 200 \$. Les phases I et II du projet ont soulevé beaucoup d'enthousiasme : sur les 81 suggestions reçues, 27 sont déjà mises en œuvre à titre d'essai.

Les idées sont judicieuses : utiliser les formulaires de présence selon les besoins, et non mensuellement; envoyer les avis de retard de la bibliothèque une fois par mois, plutôt qu'une fois par semaine; permettre aux gestionnaires d'acheter des ouvrages de consultation à même la petite caisse, au lieu de les commander par l'intermédiaire de la bibliothèque. Le

groupe de la Gestion du matériel et des marchés, F et A, a présenté plusieurs suggestions primées, dont l'une supprime le besoin d'apporter des modifications aux contrats pour les factures légèrement supérieures aux engagements.

« C'est incroyable comme cette initiative nous fait gagner du temps ! », s'exclame Henry. « C'est étonnant ce que ces petits changements peuvent faire ! »

Ce programme est maintenant considéré comme permanent à F et A et à l'ACRH. Les employés de ces groupes qui souhaitent y participer sont priés d'envoyer leurs suggestions au bureau de leur SMA ou de leur DG.

Renseignements : Henry Murphy, (819) 997-6659.

Get Out Your Scissors Bureaucracy Busting Cuts Through Red Tape

EC employees in Corporate Human Resources (CHR) and Finance and Administration (F&A) have spent the past year slashing red tape as part of a joint program aimed at streamlining operations and eliminating administrative tasks that add no value to the delivery of services.

"Bureaucracy Busting is the forerunner to our administrative renewal," says Henry Murphy, a member of the four-person Bureaucracy Busting Team. "We're cleaning up the little things before we jump into the big ones."

Under the program, staff suggestions are reviewed by the Team before being submitted to the ADM of F&A and the DG of CHR for consideration. Individuals whose ideas are chosen for implementation receive a Red Scissors Award and \$100 cash, while groups split a cash prize of \$200. Response to phases I and II of the project has been overwhelming: of the 81 suggestions received, 27 are already being implemented on a trial basis.

The ideas make good sense: using leave and attendance forms as required, rather than on a monthly basis; sending out late library notes once a month rather than once a week; and allowing managers to

purchase reference books using petty cash instead of ordering through the departmental library.

The group at Materiel and Contract Management, F&A, came up with several winning ideas, one of which was to eliminate the need for amendments when invoices exceed commitments by a small amount.

"You wouldn't believe how much time and paperwork we're saving as a result of this initiative," says Henry. "It's surprising how small changes can make such a big difference."

This program is now considered ongoing within CHR and F&A. Staff in these groups who wish to participate should send their "Bureaucracy Busting" suggestions to the office of their ADM or DG.

Information: Henry Murphy, (819) 997-6659.

VIENT DE PARAÎTRE

Non aux déchets toxiques !

Comment fonctionnent les presses rotatives mobiles utilisées pour déshydrater les boues industrielles toxiques, ou comment tenir les oiseaux aquatiques à l'écart d'un déversement de pétrole ? Le personnel de C et P, Québec, saura sans doute vous répondre.

Trente-et-un projets de développement et de démonstration technologique innovateurs visant à réduire les rejets de déchets toxiques dans le fleuve Saint-Laurent sont décrits dans *Profils des projets de développement et de démonstration technologique*, document publié par le Centre Saint-Laurent (CSL), en octobre dernier.

Divisée en sections sur les eaux usées industrielles, les déchets dangereux, les sédiments contaminés et les sols contaminés, la publication présente un résumé des projets réalisés par le secteur privé en vertu du Programme de développement et de démonstration technologique du CSL. Le document est envoyé à tous les DGR et aux employés de la RCN travaillant dans le domaine du développement technologique. Il sera mis à jour deux fois l'an.

Qu'est-ce qui vous donne la couleur de l'actualité environnementale ?

La *Trousse verte* : comprendre notre environnement, bien sûr !

Conçue pour renseigner les députés et les sénateurs sur les questions environnementales et les programmes du Plan vert, cette attrayante reliure mettra plus d'une poignée de porte-documents à l'épreuve !

« Cette mine d'informations nous vient d'employés d'EC de tous les coins du pays », précise Debbie MacDonald-McGee, des Communications, responsable du projet avec les Opérations du Plan vert et le SPM. « Les députés peuvent et tiennent à jouer un rôle dans la promotion de la prise de décisions écologiques. La *Trousse verte* les y aidera. »

La trousse comprend huit sections, dont les trois premières donnent un aperçu du Plan vert, font état des principaux problèmes écologiques et décrivent des initiatives entreprises en régions. La quatrième section concerne l'Initiative de l'écocivisme. Les bulletins parlementaires, les échos écolos, les bulletins sur les indicateurs environnementaux et le calendrier des programmes reliés à l'environnement complètent la trousse, qui est mise à jour chaque mois.

Si vous désirez consulter la trousse ou recevoir les mises à jour, communiquez avec Wes Harrison, (819) 953-7242.



FIVE DAYS IN A PARK

Nancy Cutler

How does the Acting Director General of AES, Ontario Region, go from pushing paper at her St. Clair office to shepherding boats through a canal lock and digging for artifacts?

An invitation to learn more about the Canadian Parks Service (CPS) lured me to Honey Harbour, north of Toronto, to begin a five-day working visit to Georgian Bay Islands National Park and the Trent-Severn Waterway. I experienced a number of firsts during my stay — not the least of which was to discover the effect on my feet of walking more than 13 kilometres a day...

Park Superintendent Jim Ellsworth set the stage for my visit to the park by explaining the changing role of CPS and outlining several important features — among them the proposed Georgian Bay Islands National Park Management Plan and the vital role of volunteers, students and casual staff.

My first day was spent visiting the islands with a park warden. He showed me evidence of progress being made to restore areas that had been damaged by heavy use, explained the work being done with the Massasauga Rattlesnake and other wildlife, and discussed possible uses for the data available from a new AES automated weather station located within the park.

After meeting a variety of park users at docking and camping sites, I assisted with two interpretive presentations on my second evening — one at the park's main outdoor theatre.

Day three found me on my knees at an archaeological dig on Beausoleil Island — in the middle of a YM-YWCA camp volleyball court, to be exact. I was struck by the delicate management issues raised by the presence of three private camps, and the difficulty of meeting sometimes conflicting needs.

Days four and five were reserved for the Trent-Severn Waterway, where I worked ten hours a day helping lockmaster Phil LeDuc and his staff guide some 250 boats through Lock 45.

I learned, from my experience, that AES and CPS staff share a basic concern for quality of service and a need to cut through bureaucracy to get things done. As a result of my visit, I have identified several areas for potential collaboration

between our two services, some of which are already being considered. These include the use of Parks staff as severe weather watchers, the posting of weather information on park bulletin boards, and cross-service information exchanges.

Thanks to everyone at CPS, Ontario Region, my visit was an unforgettable one. Don't be surprised to see me back!

CINQ JOURS DANS UN PARC

Nancy Cutler

Comment la directrice générale intérimaire du SEA, Ontario, a-t-elle pu quitter son bureau de la rue St. Clair pour diriger la circulation des bateaux et faire des fouilles archéologiques ?

Une invitation à en apprendre davantage sur le SCP m'a attirée à Honey Harbour, au nord de Toronto, où j'ai commencé une visite de travail de cinq jours dans le parc national des Îles-de-la-Baie-Georgienne et dans la voie navigable Trent-Severn. J'ai vécu plusieurs premières pendant mon séjour, dont la moindre n'a pas été celle de découvrir l'effet de 13 km de marche sur mes pieds...

Jim Ellsworth, le directeur du parc, m'a d'abord expliqué la nouvelle vocation du SCP et souligné plusieurs points importants, notamment le projet de plan de gestion du parc et le rôle essentiel des bénévoles, des étudiants et des occasionnels.

J'ai passé la première journée à parcourir les îles avec un garde du parc, qui m'a montré certains progrès accomplis pour restaurer le paysage endommagé par le tourisme, m'a expliqué les travaux effectués sur le massasauga (variété de serpent à sonnettes) ainsi que sur d'autres animaux et m'a parlé des utilisations possibles des données issues de la nouvelle station météorologique automatisée du SEA située dans le parc.

Après avoir rencontré des visiteurs sur les quais et dans les campings, j'ai assisté à deux exposés d'interprétation le deuxième soir, dont un au principal théâtre en plein air du parc.

Le troisième jour, j'étais à genoux dans un chantier de fouilles archéologiques de l'île Beausoleil — au beau milieu du terrain de volley-ball d'une colonie de vacances du YM-YWCA, pour être exacte. J'ai été étonnée par les épineux problèmes de gestion que soulève la présence de trois colonies privées et par la difficulté qu'il y a parfois à concilier des besoins divergents.

Les quatrième et cinquième journées ont été réservées à la voie navigable Trent-Severn, où dix heures par jour j'ai aidé le maître-éclusier Phil LeDuc et son personnel à diriger quelque 250 bateaux dans l'écluse 45.

Je sais d'expérience que les employés du SEA et du SCP partagent le même souci de la qualité du service et le même besoin d'éliminer la bureaucratie. Par suite de ma visite, j'ai recensé divers domaines de collaboration, dont certains sont déjà envisagés : utilisation d'employés des parcs comme veilleurs météo, affichage de renseignements météo sur les babillards des parcs et échange de renseignements entre services.

Grâce aux gens du SCP, Ontario, ma visite a été inoubliable. Ce n'est qu'un au revoir !



Nancy Cutler (left) and Cindy Hazard conduct archaeological field work at Georgian Bay Islands National Park.

Nancy Cutler (à gauche) et Cindy Hazard effectuent des fouilles archéologiques au parc national des Îles-de-la-Baie-Georgienne.

ABOUT OUR INSERT...

If you aren't one of the 1,500 or so EC employees who own a copy of *The State of Canada's Environment*, you may want to read the Highlights of the report provided as an insert to this issue of *Envirocom*.

The SOE report is widely used as both a reference for environmental decision-making and a teaching aid. If you have already read the report, please take the time to fill out the enclosed questionnaire — your feedback will help make our next edition even better!

À PROPOS DE NOTRE ENCART...

Si vous n'êtes pas parmi les quelque 1 500 employés d'EC à posséder un exemplaire de *l'État de l'environnement au Canada*, vous pourriez être intéressé par les faits saillants du rapport, qui font l'objet de l'encart du présent numéro d'*Envirocom*.

Ce rapport est utilisé par beaucoup comme ouvrage de référence pour la prise de décisions environnementales ou encore comme outil d'enseignement. Si vous l'avez déjà lu, prenez le temps de remplir le questionnaire ci-joint, pour nous aider à faire encore mieux la prochaine fois !

A DAY IN THE LIFE OF

N H U II

Larry Solar, as told to Catherine Young

When I tell people I'm an Ice Service Specialist (ISS), they usually say: "A what?" After a long explanation, the second question is often "How can you have a life?" I reply smartly: "A what?"

Although that last remark is semi-serious, being an ISS for AES is pretty demanding work. We're responsible for observing and reporting ice and weather conditions to the Ice Centre in Ottawa, the Canadian Coast Guard Ice Operations Officers, and commercial users. We also report full weather observations from isolated areas to the Canadian weather service. In the winter, we cover the Great Lakes, the St. Lawrence River system, the Gulf of St. Lawrence and the east coast of Newfoundland.

Today is January 13, and for the next couple of weeks, I'm in Charlottetown, PEI. I wake up at 4:45 a.m. to run five miles, and I'm on the road for the Canadian Coast Guard helicopter hangar at Charlottetown Airport by 7:00 a.m.

We're briefed by the Coast Guard Ice Operations Officer in Dartmouth, Nova Scotia, who tells us what area we're to cover that day, which commercial vessels are in the area, and any special tasks to be performed during reconnaissance. These can include ice measurements, detailed ice information for specific wharves and harbours, search and rescue missions and marine life surveys. In other words, anything and everything. We prepare route charts of the area, bundle our supplies, and climb into the helicopter at 7:35 a.m.

Our first duty is to check for oil spills in Charlottetown harbour. The area is clean, and we're off to the Island's southeastern shore. Our pilot spies an 18-foot boat out of Murray Harbour that has been reported missing, but there are no people sighted on board; we immediately pass our report on to Search and Rescue Headquarters in Halifax. While we're in the air over the Northumberland Strait we check the ice conditions in the channel, as well as in Pugwash and Pictou harbours in Nova Scotia. Then we call the CN Marine ferries that ply the Strait to see how thick the ice is.

We pause on the ice in Summerside Harbour to take a thickness sample with a hand-held auger; today's measurement is 35 centimetres. As we pull away, we spot a doe in trouble on the ice and advise wildlife authorities who will dispatch help. Not far out of the harbour we see the Coast Guard Ship *Earl Grey*, escorting a potato boat to Summerside. We notify the Captain about the ice conditions in the area and head for New Brunswick.

En route we sight a boat carrying a load of paper; the Captain complies with our suggestion that he alter his course to avoid an area of heavy ice floes five miles ahead. After further ice measurements near Bathurst, New Brunswick, and Gaspé, Quebec, we notice more heavy ice floes from the St. Lawrence River. We notify a nearby ship, and then we're rolling again — but our fuel supply is getting low. We head to our Coast Guard fuel

cache at Pokemouche, New Brunswick, only to discover that it is buried under four feet of snow. After some 45 minutes of digging, the pilot and I finally reach the tank and fuel up. The highlight of our return flight to Charlottetown is the sight of a seal colony down below.

Back at the office, our measurements and observations are drafted into a hand-drawn map of the day's ice work, which is eventually incorporated into a computer-generated map of the entire mouth of the St. Lawrence River. After a quick debriefing, my day ends. I head back to

my hotel for another five-mile run and a relaxing sauna, then it's off to bed. It's been a quiet day — but a good one. In the spring of 1990 I fell through the ice and almost drowned; three days later, the helicopter I was in was forced down in bad weather. I can live without that excitement!

Over the years, I've flown almost 10,000 hours and spent 3,500 days on icebreakers. I'm away from home as long as 10 months of the year. But I wouldn't trade it for the world. I meet interesting characters all across Canada, and have worked with people from NASA, the U.S. Navy and England's Scott Polar Institute. Best of all, I learn something new every day. And how many people can honestly say that?



Larry Solar takes a sample using a hand-held auger.

Larry Solar prélève un échantillon avec une tarière à main.

UNE JOURNÉE...

N H U II

Larry Solar l'a racontée à Catherine Young

Quand je dis aux gens que je suis un spécialiste du Service des glaces (SSG), ils répondent habituellement: « Un quoi? » Après une longue explication, la deuxième question est souvent: « As-tu le temps de vivre? » Je rétorque: « De quoi? »

Certes, ma dernière remarque est à demi-sérieuse, mais les SSG du SEA accomplissent en fait un travail plutôt exigeant. Nous signalons les conditions du temps et des glaces au Centre des glaces à Ottawa, aux agents des Services des glaces de la Garde côtière et aux utilisateurs commerciaux. En outre, nous envoyons, depuis des zones isolées, des observations météorologiques complètes au service météorologique canadien. En hiver, nous nous occupons des Grands Lacs, du réseau fluvial du Saint-Laurent, du

golfe Saint-Laurent et de la côte est de Terre-Neuve.

C'est aujourd'hui le 13 janvier, et pour les deux prochaines semaines, je suis à Charlottetown. Je me lève à 4 h 45 pour faire huit kilomètres à la course. Puis, dès 7 h, je me dirige vers le hangar à hélicoptères de la Garde côtière, à l'aéroport de Charlottetown.

L'agent de la Garde côtière, à Dartmouth, nous indique la zone à couvrir cette journée-là, les navires commerciaux qui s'y trouvent et les tâches spéciales à exécuter pendant la reconnaissance. Il peut s'agir de mesures des glaces, de renseignements détaillés sur les glaces voisines des quais et des ports, de missions de recherche et de sauvetage ou de relevés sur la vie marine — un peu de tout, quoi! Nous préparons des routiers

de la zone, ramassons nos provisions et sautons dans l'hélicoptère à 7 h 35.

Nous vérifions d'abord s'il n'y a pas de déversements d'hydrocarbures dans le port de Charlottetown. Nous partons ensuite pour le littoral sud-est de l'île. Notre pilote repère, au débouché du havre Murray, un bateau porté disparu; personne n'est visible à bord, mais nous faisons rapport immédiatement au Quartier général de la recherche et du sauvetage à Halifax. En survolant le détroit de Northumberland, nous vérifions l'englacement du passage et celui des havres de Pugwash et de Pictou. Puis, nous appelons les traversiers de CN Marine qui font la navette dans le détroit pour nous renseigner sur l'épaisseur de la glace.

Nous nous posons sur la glace du havre Summerside pour en prélever un échantillon avec une tarière à main; la glace a 35 cm d'épaisseur. En nous envolant, nous apercevons un chevreuil en difficulté sur la glace et nous en informons les autorités de la faune. Non loin du havre, nous voyons le *Earl Grey*, de la Garde côtière, qui guide un bateau chargé de pommes de terre vers Summerside. Nous renseignons le capitaine sur les conditions des glaces, puis nous nous dirigeons vers le Nouveau-Brunswick.

En route, nous apercevons un bateau qui transporte du papier; le capitaine accepte notre suggestion de changer de cap pour éviter une zone encombrée de glaces flottantes un peu plus loin. Après avoir mesuré l'englacement au large de Bathurst et de Gaspé, nous remarquons que les glaces flottantes venant du Saint-Laurent sont plus épaisses. Nous en avisons un navire tout près de nous et nous voilà repartis. Constatant que le combustible commence à baisser, nous nous rendons à une cache de la Garde côtière située à Pokemouche. Elle est enfouie sous quatre pieds de neige! Le pilote et moi creusons quelque 45 minutes, atteignons le réservoir et faisons le plein. Le moment fort de notre retour à Charlottetown est le survol d'une colonie de phoques.

Une fois au bureau, nous reportons nos mesures et observations du jour sur une carte manuscrite, qui sera ensuite incorporée dans une carte informatisée de l'embouchure du Saint-Laurent. Après notre court rapport de mission, notre journée se termine. Je rentre à l'hôtel pour faire encore huit kilomètres à la course et me détendre dans un sauna, puis je me couche. La journée a été tranquille, mais fructueuse. Au printemps de 1990, je suis passé à travers la glace et j'ai failli me noyer; trois jours plus tard, l'hélicoptère dans lequel je me trouvais a dû atterrir à cause du mauvais temps. Je saurais vivre sans ces sensations fortes!

Au fil des années, j'ai passé près de 10 000 heures dans les airs et 3 500 jours à bord de brise-glace. Je suis loin de chez moi au moins dix mois par année. Mais je ne voudrais pas changer de métier pour tout l'or du monde. Je rencontre des personnes intéressantes partout au Canada et j'ai côtoyé des gens de la NASA, de la marine des États-Unis et du Scott Polar Institute de la Grande-Bretagne. Surtout, j'apprends quelque chose tous les jours. Combien peuvent vraiment en dire autant?

CPS SIGNS UP FOR WILDERNESS

The Canadian Parks Service (CPS) joined forces with World Wildlife Fund (Canada) and other non-government groups last summer to support the Endangered Spaces Campaign. The mission statement of this campaign is the *Canadian Wilderness Charter*, a petition asking governments to complete networks of protected areas representing all of Canada's 340 natural regions by the year 2000.

CPS placed copies of the *Canadian Wilderness Charter* in participating national parks and historic sites across Canada as part of the Environmental Citizenship/Spaces and Species Learning Program. This signature project has captured the imaginations of staff and visitors alike. Some parks reported hundreds — sometimes thousands! — of new signatures each week.

"Interpreters made a fantastic effort, taking the Charter to interpretive talks and speaking to visitors about the importance of preserving their wilderness heritage," says Heather Oxman, CPS Interpretation Specialist with the Spaces and Species Campaign. "When they invited members of the audience to take action to protect the natural environment by signing the Charter, a lot of people responded."

Some 27,000 signatures were collected in parks and sites in just six weeks this past summer.

"This is a highly successful example of a partnership with a non-government group," says Judith Cullington, CPS. "WWF and CPS staff are both very pleased with the results. In fact, staff in parks and sites have indicated they would like this effort to continue next summer, and plans are underway to get copies of the charter in more places."

So far, the Wilderness Charter has been endorsed by more than 500,000 individuals, 260 non-government organizations and 11 governments. Environment Canada, which is committed under the Green Plan to the completion of the national parks system, received praise from World Wildlife Fund (WWF) for adding two new parks to the terrestrial system in 1992.

Anyone interested in signalling support for the goals of the Endangered Spaces Campaign is invited to sign the Wilderness Charter, the text of which is reprinted on this page.

Information: Judith Cullington, (819) 997-4938, or WWF, 1-800-26-PANDA.

LE SCP AU SECOURS DE LA NATURE

Le SCP s'est joint au Fonds mondial pour la nature (Canada) et à d'autres groupes non gouvernementaux pour recueillir des signatures à l'appui de la Campagne sites naturels menacés. L'instrument de cet effort est la *Charte canadienne des sites naturels*, pétition en vue de l'achèvement d'un réseau d'aires protégées représentant les 340 régions naturelles du Canada d'ici l'an 2000.

Dans le cadre du Programme de sensibilisation aux espaces et aux espèces de l'Initiative de l'écocivisme, le SCP a laissé des exemplaires de la *Charte canadienne des sites naturels* dans les parcs et les lieux historiques nationaux participants de tout le Canada. Le projet de collecte de signatures a séduit employés et visiteurs. Quelques parcs ont dit avoir recueilli des centaines, voire des milliers de signatures chaque semaine.

« Les interprètes ont fait merveille en parlant de la Charte dans leurs exposés et en sensibilisant les visiteurs à l'importance de préserver leur patrimoine naturel », s'est exclamée Heather Oxman, spécialiste de l'interprétation rattachée à la Campagne espaces et espèces du SCP. « Invités à agir pour le milieu naturel en signant la Charte, les gens ont répondu en grand nombre. » L'été dernier, quelque

27 000 signatures ont été recueillies dans les parcs et les lieux historiques en six semaines seulement !

« Voilà un exemple de partenariat fort réussi avec un groupe non gouvernemental », affirme Judith Cullington, SCP. « Le SCP et le FMN sont très heureux des résultats. En fait, le personnel a indiqué qu'il aimerait répéter l'expérience l'été prochain. Des projets sont en marche pour envoyer des exemplaires de la Charte à davantage d'endroits. »

Jusqu'ici, plus de 500 000 personnes, 260 organisations non gouvernementales et 11 gouvernements ont appuyé la *Charte canadienne des sites naturels*. Pour sa part, EC s'est engagé à achever le réseau des parcs nationaux dans le cadre du Plan vert. Par ailleurs, le FMN a loué le ministère pour avoir ajouté deux parcs au réseau terrestre en 1992.

Ceux qui souhaitent appuyer la Campagne sites naturels menacés sont invités à signer la *Charte canadienne des sites naturels*, dont le texte est repris ci-dessous.

Renseignements : Judith Cullington, (819) 997-4938, ou FMN, 1-800-26-PANDA.

THE CANADIAN WILDERNESS CHARTER

1 Whereas humankind is but one of millions of species sharing planet Earth and whereas the future of the Earth is severely threatened by the activities of this single species,

2 Whereas our planet has already lost much of its former wilderness character, thereby endangering many species and ecosystems,

3 Whereas Canadians still have the opportunity to complete a network of protected areas representing the biological diversity of our country,

4 Whereas Canada's remaining wild places, be they land or water, merit protection for their inherent value,

5 Whereas the protection of wilderness also meets an intrinsic human need for spiritual rekindling and artistic inspiration,

6 Whereas Canada's once vast wilderness has deeply shaped the national identity and continues to profoundly influence how we view ourselves as Canadians,

7 Whereas Canada's aboriginal peoples hold deep and direct ties to wilderness areas throughout Canada and seek to maintain options for traditional wilderness use,

8 Whereas protected areas can serve a variety of purposes including:

a preserving a genetic reservoir of wild plants and animals for future use and appreciation by citizens of Canada and the world,

b producing economic benefits from environmentally sensitive tourism,

c offering opportunities for research and environmental education,

9 Whereas the opportunity to complete a national network of protected areas must be grasped and acted upon during the next ten years, or be lost,

1 We agree and urge: That governments, industries, environmental groups and individual Canadians commit themselves to a national effort to establish at least one representative protected area in each of the natural regions of Canada by the year 2000,

2 That the total area thereby protected comprise at least 12% of the lands and waters of Canada as recommended in the World Commission on Environment and Development's report, *Our Common Future*,

3 That public and private agencies at international, national, provincial, territorial and local levels rigorously monitor progress toward meeting these goals in Canada and ensure that they are fully achieved, and

4 That federal, provincial and territorial government conservation agencies on behalf of all Canadians develop action plans by 1990 for achieving these goals by the year 2000.

LA CHARTE CANADIENNE DES SITES NATURELS

1 Attendu que l'humanité n'est que l'une des millions d'espèces sur la planète Terre et attendu que l'avenir de la terre est sérieusement menacé par les activités de cette espèce en particulier;

2 Attendu que notre planète a déjà perdu une bonne partie de ses sites naturels, mettant ainsi en danger bon nombre d'espèces et d'écosystèmes;

3 Attendu que les Canadiens ont encore la chance d'établir un réseau de zones protégées représentant la diversité biologique de notre pays;

4 Attendu que les sites naturels qui restent au Canada, que ce soient des terres ou des étendues d'eau, méritent d'être protégés pour leur valeur propre;

5 Attendu que la protection des sites naturels répond également à un besoin humain de spiritualité et d'inspiration artistique;

6 Attendu que les étendues sauvages autrefois vastes du Canada ont profondément façonné l'identité nationale et continuent d'influencer la façon dont nous nous percevons comme Canadiens;

7 Attendu que les autochtones du Canada ont des activités étroitement reliées à la nature partout au Canada et cherchent à conserver leurs traditions;

8 Attendu que les zones protégées peuvent servir de nombreuses fins, et notamment à :

a préserver un réservoir génétique de plantes et d'animaux sauvages pour l'avenir et le bon plaisir des citoyens du Canada et du reste du monde,

b apporter des avantages pour l'économie grâce au tourisme tourné vers la nature,

c faciliter la recherche et l'éducation du public;

9 Attendu que la chance d'établir un réseau national de zones protégées doit être saisie maintenant et que l'on doit passer à l'action au cours des dix prochaines années, sans quoi elles seront perdues;

1 Nous approuvons et recommandons vivement : Que les gouvernements, les industries, les groupes environnementaux et les Canadiens s'engagent à fournir un effort national pour établir au moins une zone protégée représentative dans chacune des régions naturelles du Canada d'ici l'an 2000;

2 Qu'au moins 12 p. 100 des terres et des étendues d'eau du Canada fassent partie des zones protégées, comme il est recommandé dans le rapport de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement, *Notre avenir à tous*;

3 Que les organismes publics et privés aux niveaux international, national, provincial, territorial et local suivent de près les progrès enregistrés pour atteindre ces objectifs au Canada et s'assurent qu'ils sont complètement réalisés;

4 Que les organismes de conservation des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux élaborent un plan d'action au nom de tous les Canadiens dès 1990 pour réaliser ces objectifs d'ici l'an 2000.

IT'S MY COUNTRY, MY FUTURE, MY RIGHT. / C'EST MON PAYS, MON AVENIR, MON DROIT.

Please add my signature to the *Canadian Wilderness Charter*. / Veuillez ajouter ma signature sur la *Charte canadienne des sites naturels*.

Signature _____

Name/Nom _____ Address/Adresse _____

City/Ville _____ Province _____ Postal Code/Code postal _____

Or fax your response to World Wildlife Fund at: (416) 489-3611. / Ou télécopiez votre réponse au Fonds mondial pour la nature : (416) 489-3611.

Endangered Spaces Campaign
c/o World Wildlife Fund
90 Eglinton Avenue E., Suite 504
Toronto, Ontario M4P 2Z7



Campagne espaces en danger
a/s Fonds mondial pour la nature
90, avenue Eglinton est, bureau 504
Toronto (Ontario) M4P 2Z7

Thinking Green!

Re-using furniture
makes cents
Kelly Torck



Cutting down on unnecessary purchases is an important way to reduce waste and save money — particularly in the federal public service, where more than \$142 million was spent on new office furniture in 1991-92 alone.

Re-using furniture that is no longer in use is an economical alternative to purchasing new items, and an important way to reduce the amount of waste hauled off to our dumps. A small investment in re-upholstering and refinishing, and old furnishings become as good as new.

Suzanne Chamberlain decided to put this theory to the test last summer, when more than 150 employees with C&P, Pacific and Yukon Region, were reorganized and moved into new quarters. Her objective was to see that both the costs and environmental impacts of the move were kept to a minimum.

With the enthusiastic cooperation of EC staff, Supply and Services Canada and Public Works Canada, Suzanne located used desks, chairs, shelves, dividers, filing cabinets and even modular workstations. The result? A huge reduction in waste, and a financial savings of \$16,000 on workstations alone!

The success of this initiative has already spurred the creation of a furniture exchange service at the regional office in Vancouver. Thanks to the service, an employee was recently able to furnish his office with shelves, filing cabinets, a desk and two chairs — all at no cost. By acquiring used furniture, he saved the department some \$8,000.

For details about how to implement this simple practice in your region, contact Suzanne Chamberlain at (604) 666-6649. And don't forget to share your "green" success stories by passing them on to Kelly Torck, (819) 953-6457 or DOTS (TORCKK).

The GREEN GAUNTLET

Hi Ho, Hi Ho, It's Up the Stairs We Go!

The staff of C&P's Industrial Programs Branch (IPB) have hit upon a green activity that's healthy for participants as well as for the environment.

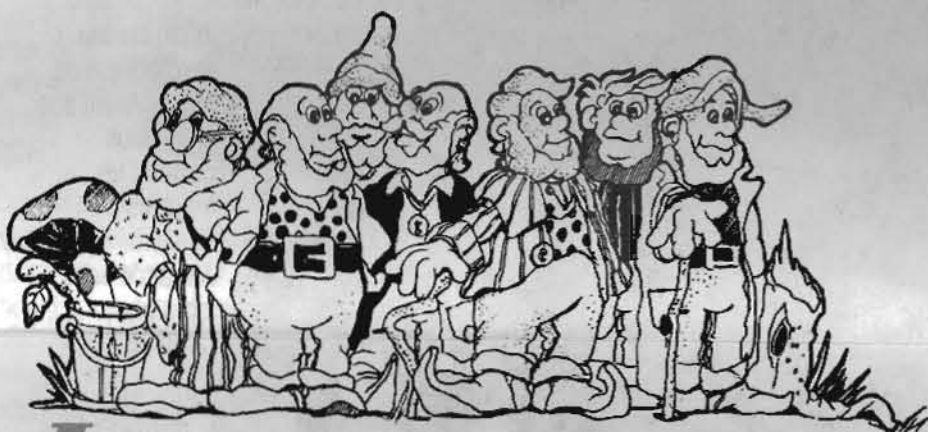
The IPB group, located on the 13th floor of Place Vincent Massey in Hull, has embarked on its third consecutive Stair Climbing Challenge. Under the theme "Snow White," teams of seven steppers — each group named for one of the seven dwarfs — compete to see who can log the most upward treks. Each time a team member climbs 12 or more flights of stairs in a single day, she or he fills in one dot on their team's colourful scoreboard. The "dwarf" with the highest tally at the end of four months is the

winner. Grumpy eked out a win in the last round of competition, but the current race is a squeaker between Sneezy, Dopey and Bashful...

For many IPB employees, the challenge has given them the incentive to make that extra effort to take the stairs. The result has been a reduced demand on elevator energy and an elevated demand on IPB employees' cardiovascular systems.

Does your office dare to pick up the Green Gauntlet? Are you making an outstanding effort to conserve energy, reduce waste or decrease pollution? Don't be modest... we know you're out there. In the meantime, watch the next issue for another green challenge!

Next issue: the Environment Week No Waste Challenge



Le GANT VERT EST JETÉ

En haut, en haut, allons toujours plus haut !

Des employés de la Direction des programmes industriels (DPI) de C et P se sont livrés à une activité « verte » bonne pour eux et pour l'environnement.

Le groupe de la DPI, situé au 13^e étage de la Place Vincent-Massey, s'est lancé dans un troisième concours consécutif de montée des escaliers. Sous le thème « Blanche-Neige », des équipes de sept grimpeurs — chacune portant le nom d'un des sept nains — rivalisent pour aller toujours plus haut. Chaque fois qu'un concurrent fait douze volées d'escalier ou plus en une seule journée, il remplit un point sur le tableau de son équipe. Le « nain » qui en a rempli le plus au bout de quatre mois est déclaré vainqueur.

Grincheux l'a emporté de justesse au cours de la dernière ronde, mais la course actuelle est chaude entre Atchoum, Dormeur et Timide.

Le concours a poussé un grand nombre d'employés à emprunter les escaliers, d'où baisse de l'énergie consommée par les ascenseurs et hausse de l'effort demandé aux systèmes cardio-vasculaires.

Votre bureau relèvera-t-il le gant vert ? Donnez-vous de votre personne pour conserver l'énergie, réduire les déchets ou diminuer la pollution ? Ne soyez pas si modestes... Entre-temps, surveillez le prochain numéro pour un autre défi vert !

Prochain numéro : le « Défi déchet zéro » de le Semaine de l'environnement

Oversight

In the article *Raindrops keep fallin' on my head...* December 1992 issue, titles of DOE people participating in the production of *Météo — la science au quotidien* should have read: Guy Chartier and Gilles Labrecque, scientific advisers; Guy O'Bomsawin, executive producer; Pierre Pelletier, director and cameraman.

Rectificatif

Dans l'article *Toute la pluie tombe sur moi...* livraison de décembre 1992, les titres de « nos gens » qui ont participé à la production de *Météo — la science au quotidien* devaient se lire : Guy Chartier et Gilles Labrecque, consultants scientifiques; Guy O'Bomsawin, producteur délégué; Pierre Pelletier, réalisateur et cameraman.

Personnes vert!

Des meubles d'occasion,
c'est rentable!
Kelly Torck



Moins d'achats inutiles, voilà un bon moyen de réduire les déchets et d'épargner de l'argent — particulièrement dans la fonction publique fédérale, où plus de 142 millions de dollars sont allés à l'achat d'ameublement de bureau neuf en 1991-1992 seulement.

Réutiliser des meubles déclassés est plus économique qu'en acheter d'autres et permet de diminuer le volume de déchets dans les décharges. Une fois remis en état, les vieux meubles sont comme neufs.

Suzanne Chamberlain a décidé de mettre cette théorie à l'épreuve l'été dernier, alors que plus de 150 employés de C et P, Pacifique et Yukon, ont été réaffectés et déménagés dans de nouveaux locaux. Elle voulait voir s'il était possible de réduire les coûts et les incidences sur l'environnement.

Avec le concours enthousiaste du personnel d'EC, d'Approvisionnement et Services Canada et de Travaux publics Canada, Suzanne a repéré des bureaux, des fauteuils, des étagères, des cloisonnettes, des classeurs et même des postes de travail modulaires. Résultat ? Une forte baisse des déchets et des économies de 16 000 \$ pour les seuls postes de travail !

Le succès de cette initiative a déjà donné lieu à la création d'un service d'échange de meubles au bureau régional de Vancouver, grâce auquel un employé a pu récemment obtenir des étagères, des classeurs, un bureau et deux fauteuils — le tout sans frais. En choisissant des meubles d'occasion, il a fait épargner quelque 8 000 \$ au ministère.

Renseignements sur la façon de mettre en œuvre cette pratique toute simple : Suzanne Chamberlain, (604) 666-6649. N'oubliez pas de faire part de vos réussites « vertes » à Kelly Torck, (819) 953-6457 ou SBM (TORCKK).

DOE people

Turning the tables...

Who says it's lonely at the top? **Pierre Ducharme**, Director of Meteorological Services in Quebec Region, recently received a pat on the back from his employees for his outstanding managerial efforts over the past six years.

Pierre was presented with a Certificate of Excellence from the chiefs of the Quebec and Iqaluit weather offices for, among other things, his "spirit of innovation, determination and vision." An excellent listener and team motivator, he is credited with instilling a sense of spirit and initiating a new culture in AES, Quebec Region.

"He recognizes achievements, keeps us informed and lets us give the very best we have," says Paul-André Renaud, Chief of the Sherbrooke Weather Office. "Before Pierre came, we just used to receive direction from above. Now we're also asked for our opinions — and they carry a fair bit of weight."

Pierre reorganized the structure of the province's weather offices so that employees from different locations oversee areas of responsibility — such as aviation and agricultural forecasts — for the whole region. This has not only reduced task repetition and overlapping responsibilities, but has also created a more unified approach to client service.

"It's a revolution, really," says Paul-André. "We have covered a lot of ground in the past six years, and Pierre is the soul behind our efforts."

Promoting our planet's protected places...

Bruce Amos, Director of the National Parks System Branch, CPS, has been appointed to the Canada/Man and the Biosphere (MAB) National Committee, and will serve as Chair of its Working Group on Biosphere Reserves for the next two years.

MAB, one of four UNESCO intergovernmental science programs, aims to improve humankind's ability to solve environmental and resource management problems by encouraging sustainable

development. The national committee is responsible for the delivery and leadership of the program in Canada.

The Working Group on Biosphere Reserves works with Canada's six biosphere reserves — part of an international network of some 300 reserves around the world — while helping to develop new ones. Each reserve represents a particular ecosystem, and contains one or more core areas of protected land or water. The surrounding area of human activity in a biosphere reserve may contain sites for experimental research, rehabilitation, education or traditional use. Most of the reserves in Canada are locally directed; chairpersons range from ranchers and farmers to people involved in local tourism.

"I'm really happy to see Bruce involved, because he has the contacts, the brainpower and the background to provide good, solid leadership in this area," says Jim Birch, Regional Joint Policy Officer with CPS, NCR. "It's good for us at EC as well, because this program complements and supports the objectives of our national parks."



First row / première rangée : Pierre Lessard, Gilles Sanscartier, Réal Franc, André Charpentier. Second row / deuxième rangée : Guy Chartier, Pierre Ducharme, Jean-Pierre Bernard, Julienne Beaudet, Marcel Dubé, Jean Paquet. Third row / troisième rangée : Jacques Lavigne, Paul-André Renaud, Laurent Foucreault, Roger Déry.

NOS gens

Les rôles sont renversés...

Qui dit que le pouvoir isole ? **Pierre Ducharme**, directeur des Services météorologiques, Québec, a reçu de ses employés un témoignage d'estime pour la qualité exceptionnelle de sa gestion au cours des six dernières années.

Les chefs des bureaux météorologiques du Québec et d'Iqaluit ont décerné à Pierre un certificat d'excellence en reconnaissance, notamment, de son esprit d'innovation, de sa détermination et de sa vision. Très attentif aux autres et excellent chef d'équipe, Pierre est reconnu pour avoir créé un climat d'enthousiasme et une nouvelle culture au SEA, Québec.

« Pierre reconnaît le travail bien fait, nous tient informés et nous permet de donner le meilleur de nous-mêmes », constate Paul-André Renaud, chef du bureau météorologique de l'Estrie. « Avant son arrivée, nous recevions les directives d'en haut. Maintenant, on nous demande notre opinion — et elle a du poids. »

Pierre a restructuré les bureaux météorologiques de la province afin que les employés en poste à différents endroits aient leur sphère de responsabilité pour toute la région, par exemple les prévisions pour les secteurs aéronautique et agricole. Cette réorganisation a non seulement réduit le double emploi et le chevauchement des fonctions, mais elle a aussi donné lieu à une approche intégrée du service à la clientèle.

« C'est une vraie révolution », affirme Paul-André. « Nous avons fait beaucoup de chemin depuis six ans, et Pierre est l'âme de notre équipe. »

Promouvoir les espaces protégés de notre planète...

Bruce Amos, directeur du Réseau des parcs nationaux, SCP, a été nommé membre du comité national du Programme sur l'homme et la biosphère (PHB) et présidera le groupe de travail sur les réserves de la biosphère au cours des deux prochaines années.

Le PHB, l'un des quatre programmes scientifiques intergouvernementaux de l'UNESCO, vise à faciliter le règlement

des problèmes de l'environnement et de gestion des ressources par la promotion du développement durable. Le comité national a pour mandat de diriger et d'appliquer le volet canadien du programme.

Le groupe de travail sur les réserves de la biosphère axe ses activités sur les six réserves canadiennes de la biosphère, composantes d'un réseau mondial de quelque 300 réserves, tout en contribuant à en créer de nouvelles. Chaque réserve représente un écosystème particulier et contient une ou plusieurs aires terrestres ou aquatiques protégées. L'activité humaine s'y manifeste sous des formes diverses, telles que la recherche expérimentale, la remise en état, l'éducation et l'utilisation traditionnelle. La plupart des réserves canadiennes ont pour présidents des gens du milieu : propriétaires de ranch, agriculteurs ou personnes s'occupant de tourisme local.

« Le nouveau rôle de Bruce me fait vraiment plaisir. Il a les relations, l'intelligence et les antécédents voulus pour donner une orientation ferme à ce secteur », affirme Jim Birch, agent des politiques régionales au SCP, RCN. « C'est aussi une bonne chose pour nous à EC, parce que le programme vient compléter et consolider nos propres objectifs et efforts. »

Publié cinq fois par année par Environnement Canada, *Envirocom* vise à faciliter les communications internes au ministère en devenant pour vous une tribune d'échange d'informations, de vues et d'opinions.

Envirocom est votre bulletin. Nous sommes à l'écoute...

Published five times a year by Environment Canada, *Envirocom* aims to facilitate internal communications in the department by providing you with a forum for the exchange of information, views and opinions.

Envirocom is your newsletter. We are listening...

Envirocom
Environnement Canada / Environment Canada
Communications
Claire Dorion, rédactrice en chef / Editor-in-Chief
Les Terrasses de la Chaudière
Hull
K1A 0H3

tél. / Tel. (819) 997-6826
téléf. / Fax (819) 953-6789
SBM / DOTS DORIONC

Conception graphique / Graphic Design
Jacques Charette et associés ltée
(819) 771-0441



Over 50% recycled paper including 10% post-consumer fibres. Plus de 50 p. 100 de papier recyclé dont 10 p. 100 de fibres postconsommation.